

L'histoire au service de la guerre

par Karine Amacher

Réécrite, instrumentalisée, défigurée jusqu'à l'abject dans les discours, sanctifiée par la religion, les médias et l'école, l'histoire en Russie rend la guerre non seulement légitime, mais aussi moralement pure.

C'est un lieu commun que de constater l'instrumentalisation dont l'histoire est l'objet en Russie, et ce constat vaut déjà pour la période de Boris Eltsine. Au début des années 1990, dans les discours, les médias et la production culturelle et historique, la période soviétique est présentée comme une sombre parenthèse dans l'histoire du pays et la Russie postsoviétique comme l'héritière de l'Empire tsariste, dont on adopte le drapeau à trois couleurs. Au milieu des années 1990 toutefois, alors que le pays est politiquement fragmenté après le bombardement du Parlement en 1993, que la première guerre de Tchétchénie tourne au désastre et que la Russie s'embourbe dans une terrible crise sociale et économique, la diabolisation du système soviétique et la promotion du modèle sociopolitique occidental perd ses attraits aux yeux d'une grande partie de la population. L'image enjolivée du régime impérial ne correspondant à aucune réalité vécue susceptible de renforcer l'unité nationale, le pouvoir se tourne alors vers un événement dont la mémoire est partagée par toute la population, et surtout est encore vive. En 1995, à l'occasion du 50^e anniversaire de la victoire soviétique sur le nazisme, une imposante parade militaire est organisée sur la place Rouge, cinq ans après sa suppression par Mikhaïl Gorbatchev.

Dès l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, le récit historique officiel se fait plus pesant, laissant moins de place aux visions divergentes. L'image d'un pays victorieux et puissant se renforce, comme en témoigne l'impressionnante parade

militaire du 9 mai 2005. Cette mise en avant de la Victoire s'accompagne d'une réévaluation du rôle de Staline. Dans les médias, dans les discours officiels et dans les productions pédagogiques, les grands axes de la politique stalinienne sont de plus en plus justifiés. La machine de l'instrumentalisation de l'histoire ne fera désormais que se renforcer, en parallèle au raidissement politique dans le pays.

L'engrenage mémoriel

Le milieu des années 2000 marque donc un tournant, dans un contexte de renforcement des récits nationaux dans la plupart des anciens États soviétiques. Les récits historiques s'entrechoquent, provoquant de véritables guerres mémorielles : en 2006, le Parlement ukrainien qualifie de génocide contre la nation ukrainienne la grande famine soviétique de 1932-1933, qui fit environ six millions de morts, dont quatre millions dans la seule Ukraine, d'où le pouvoir stalinien exporta jusqu'au dernier sac de blé. La Russie, considérée comme l'héritière de l'URSS, est déclarée coupable, d'autant plus que le pouvoir russe refuse l'interprétation ukrainienne, arguant que l'Ukraine ne fut pas la seule république soviétique à avoir souffert de la famine. Une année après, en Estonie, la statue représentant un soldat soviétique, symbole pour beaucoup d'Estoniens non de la libération de leur pays, mais de son occupation, est déplacée du centre de Tallinn vers un cimetière militaire de la périphérie, ce qui suscite l'ire de Moscou. En 2009, Vladimir Poutine signe un décret portant sur la création d'une Commission de lutte contre les tentatives de « falsification de faits et d'événements historiques, réalisée dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie ». Une année plus tard, Viktor Iouchtchenko attribue le titre de héros national à Stepan Bandera, dirigeant de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), créée en Ukraine occidentale, polonaise durant l'entre-deux-guerres. Or, si ses membres avaient lutté pour l'indépendance de l'Ukraine, ils avaient aussi collaboré avec les nazis. Cette décision choque bien sûr en Russie, mais aussi en Israël, ainsi qu'en Pologne, en raison des massacres de civils polonais perpétrés par les partisans de Bandera en Galicie et en Volhynie en 1943.

Dans cet « engrenage mémoriel », comment démêler la part de responsabilités des uns et des autres ? Incapable de « demander pardon »¹ pour le pacte germano-

¹ Mart Laar, « Quand la Russie demandera-t-elle pardon ? », *Wall Street Journal*, août 2004 (cité in Gabriel Gorodetsky, « Le Pacte germano-soviétique (1939) », in K. Amacher, É. Aunoble, A. Portnov (dir.), *Histoire partagée, mémoires divisées. Ukraine, Russie, Pologne*, Lausanne, Antipodes, 2021.

soviétique d'août 1939 et ses « protocoles secrets », qui actèrent la partition de la Pologne entre l'Allemagne nazie et l'URSS et l'annexion des États baltes et de la Bessarabie par l'URSS, est-ce le pouvoir russe qui a transformé des oppositions mémorielles épisodiques en guerres mémorielles ? Ou sont-ce les politiques historiques de l'Ukraine et des États baltes qui ont provoqué, en réaction, le durcissement russe ? Toujours est-il qu'en 2014, les événements de Maïdan, l'annexion de la Crimée par la Russie et le début de la guerre dans le Donbass ont constitué un nouveau tournant. Alors qu'en Ukraine, l'image positive de Bandera comme combattant de l'indépendance de l'Ukraine s'est renforcée, en Russie, la Victoire a soudain semblé faire irruption dans le présent, comme si la lutte contre les nazis, cette fois-ci ukrainiens, recommençait. Le slogan utilisé par les membres de l'OUN, « Gloire à l'Ukraine, gloire aux héros », scandé sur le Maïdan par des manifestants peu au fait de l'histoire, a permis au pouvoir russe de présenter les événements ayant mené à la fuite en Russie de Viktor Ianoukovytch comme un coup d'État fasciste. Or, si les activistes radicaux d'extrême-droite se revendiquant ouvertement de Bandera étaient bien visibles sur le Maïdan, ils étaient minoritaires. Quant aux partis d'extrême-droite, ils sont aujourd'hui presque inexistantes sur l'échiquier politique ukrainien². Mais le mal est fait : nombreux sont ceux qui, en Europe et ailleurs, considèrent que l'Ukraine est gangrénée par les idées nazies.

La victoire soviétique contre les nazis s'est alors « russifiée », et les Ukrainiens, de hier et d'aujourd'hui, ont été placés collectivement dans le camp du mal. Pourtant, si durant la Seconde Guerre mondiale, environ 200 000 Ukrainiens ont intégré les forces allemandes, en particulier en Ukraine occidentale, ce sont plus de quatre millions d'Ukrainiens qui ont combattu dans l'Armée rouge³. Mais les soldats ukrainiens morts en défendant la patrie soviétique ont été invisibilisés dans la propagande russe, de même, d'ailleurs, que les soldats biélorusses, kazakhs, kirghizes, géorgiens et de bien d'autres nationalités soviétiques. Et aujourd'hui, nombre de journalistes ou de dirigeants politiques étrangers ne font toujours pas la distinction entre Russes et Soviétiques et évoquent les millions de Russes morts pendant la guerre, contribuant ainsi à renforcer la vision selon laquelle la Russie serait la seule héritière de la victoire soviétique contre le nazisme.

² Korine Amacher, « D'où vient l'obsession russe d'une Ukraine 'nazie' ? », *Heidi.news*, 11 mars 2022.

³ Anna Colin Lebedev, *Jamais frères ? Ukraine et Russie : une tragédie postsoviétique*, Paris, Seuil, 2022, p. 40.

Attaquer pour se défendre

Dès la veille de « l'opération militaire spéciale », – terme qui désigne en Russie la guerre en Ukraine –, l'instrumentalisation de l'histoire a atteint des proportions inouïes en Russie. Et c'est, encore et toujours, la Seconde Guerre mondiale qui obsède le président russe et son entourage. Il ne suffit plus d'asséner que l'Ukraine, soumise à « l'Occident collectif », est aux mains des néonazis. Il faut élargir l'accusation de néonazisme à l'Europe entière. Le 31 mars 2024, dans son émission diffusée sur la première chaîne russe, le célèbre commentateur-propagandiste Vladimir Soloviov a lui aussi évoqué la « dénazification ». Ce n'est toutefois pas de l'Ukraine qu'il a parlé, mais de l'Europe : « vous, Européens, vous n'avez rien compris et vous n'avez rien appris. Comme le montre l'expérience après 1945, vous êtes incapables de vous dénazifier ».

Ils semblent bien loin les temps où, comme le 9 mai 2005, Poutine évoquait l'aide des Alliés durant la guerre devant de nombreux dirigeants occidentaux venus assister à la parade militaire sur la place Rouge : « chers amis ! nous n'avons jamais scindé la victoire entre la nôtre et la vôtre. Et nous nous souviendrons toujours de l'aide des Alliés : les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France, les autres nations de la coalition antihitlérienne, les antifascistes allemands et italiens. Aujourd'hui, nous rendons hommage au courage de tous les Européens qui ont résisté au nazisme ». Le 9 mai 2024, aucun dirigeant occidental ne s'est rendu à Moscou, et Vladimir Poutine a affirmé que le sort de l'humanité s'était joué « dans les batailles grandioses » menées sur le territoire soviétique. « Durant les trois premières longues et terribles années de la Grande Guerre patriotique, l'Union soviétique, toutes les républiques de l'ex-Union soviétique, ont lutté seules contre le nazisme, tandis que la quasi-totalité de l'Europe travaillait pour la puissance militaire de la Wehrmacht ». En Russie, le pacte germano-soviétique, qui, dès septembre 1939, a permis à l'Allemagne de concentrer ses attaques sur le front ouest sans qu'elle ne soit inquiétée sur le front est, ainsi que les accords commerciaux signés par l'URSS avec Hitler et restés en vigueur jusqu'à l'opération Barbarossa en juin 1941, sont généralement passés sous silence, ou alors ils sont justifiés.

En janvier 2023, Serguéï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a lui aussi fait appel à l'histoire : comme Napoléon, qui a mobilisé presque toute l'Europe contre l'Empire russe, et comme Hitler, qui a mobilisé et conquis la plupart des pays européens pour les lancer contre l'Union soviétique, les États-Unis ont créé une

coalition avec « presque tous les pays européens membres de l'OTAN et de l'Union européenne ». À travers l'Ukraine, ils veulent mettre en place la « solution finale de la question russe », comme Hitler voulait « la solution finale de la question juive ». L'agresseur est devenu l'agressé. Comme l'a d'ailleurs dit Poutine le 9 mai 2022, la Russie n'aurait eu d'autre choix que d'attaquer pour mieux se défendre d'une attaque imminente du « bloc de l'OTAN ».

La Russie, pays où règne le bien

La force est « le seul langage » que l'Europe comprend, a martelé Vladimir Soloviov à la télévision. Et, a-t-il ajouté, « nous ne devons pas avoir peur » des décennies d'affrontement qui nous attendent, car « il est impossible de réconcilier le bien et le mal. Nous sommes le bien, ils sont le mal ».

La Russie, pays où règne le bien, tel est le fil rouge qui traverse les deux nouveaux manuels d'histoire russe rédigés par l'ancien ministre de la Culture Vladimir Medinski et le recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou Anatoli Torkounov⁴. Dans ces manuels consacrés au XX^e siècle et destinés aux élèves de terminale, les rares critiques de dirigeants soviétiques sont pour Gorbatchev, considéré comme le fossoyeur de l'URSS, ou pour Lénine, dont la décision de créer l'URSS était une « bombe à retardement »⁵. Cette « bombe » a explosé en 1991 et a fait du « peuple russe le peuple le plus fragmenté et le plus dispersé du monde ». Staline fait en revanche l'objet d'un portrait dithyrambique, et l'industrialisation forcée et la collectivisation brutale des campagnes au début des années 1930 sont présentées comme une nécessité, au vu des dangers mortels, venus de l'extérieur, qui pesaient sur l'URSS. Presque rien n'est dit sur la violence des répressions et des camps de travaux forcés, mais on explique que les prisonniers du goulag ont contribué à la mise en valeur des régions éloignées et à la construction d'importantes infrastructures. La grande famine de 1932-1933 a droit à un petit paragraphe, mais la vie dans les kolkhozes est louée pour avoir reproduit « l'esprit communautaire du village russe, la solidarité et le travail collectif ». Il en va de même pour les procès staliniens des années

⁴ V.R. Medinskij, A.V. Torkunov, *Istorija Rossii, 1914-1945*, 10^e, Moscou, Prosveščenie, 2023 ; *id.*, *Istorija Rossii, 1945 god-načalo XXI veka*, 11^e, Moscou, Prosveščenie, 2023. Cf. également Nicolas Werth, « Poutine professeur d'histoire », *L'Histoire*, n° 517, mars 2024.

⁵ Les auteurs reprennent les termes de Vladimir Poutine, employés dans son texte « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » (16 juillet 2021).

1936-1938 : dans un contexte international difficile, « pour Staline, il était nécessaire d'écraser définitivement l'opposition interne, susceptible de se transformer en 'cinquième colonne' en cas d'invasion de l'URSS ». La vie durant les années 1930 ne fut certes pas simple, reconnaissent les auteurs, mais « la foi en l'avenir radieux prédominait, nourri par un travail quotidien et obstiné ».

Incarnation du bien, l'URSS, puis la Russie, n'a fait, selon les auteurs, que libérer et apporter son aide. Le pacte germano-soviétique lui a permis de « récupérer les territoires perdus par la Russie à l'issue de la Première Guerre mondiale mais aussi en raison de l'ingérence militaire (intervention) des pays occidentaux durant la guerre civile ». L'URSS a ainsi pu placer sous sa protection les populations biélorusses et ukrainiennes de Pologne orientale, qui « ont accueilli l'armée soviétique en libératrice ». Cette vision d'un pays libérateur et d'un Occident effectuant un véritable travail de sape est omniprésente dans le deuxième manuel, qui porte sur les années 1945-2023 : en 1956, « estimant à juste titre que les actions des services de renseignement occidentaux et de l'opposition intérieure qu'ils soutenaient ont été les catalyseurs de la crise hongroise, l'URSS a introduit des troupes en Hongrie afin d'aider le pouvoir hongrois à écraser la révolte ». Par ailleurs, durant la révolte, des « rebelles radicaux, parmi lesquels on comptait bon nombre d'anciens combattants des groupes armés de la Hongrie fasciste se sont fait 'remarquer' non seulement par leurs actes de vandalisme contre les monuments et symboles soviétiques, mais aussi par les nombreux assassinats de représentants du Parti hongrois des travailleurs, des fonctionnaires des forces de l'ordre et des membres de leurs familles ». En 1968, l'Occident a aussi contribué à alimenter la crise intérieure » en Tchécoslovaquie. Il fallut donc intervenir militairement, mais « l'armée soviétique ne céda pas aux provocations et ne riposta pas ». En URSS enfin, les dissidents étaient soutenus par l'Occident, qui en profita pour salir l'URSS.

La guerre en Afghanistan ne déroge pas à cette logique : « sur demande du pouvoir afghan, un contingent limité de soldats soviétiques fut envoyé » afin d'aider « l'armée afghane dans sa lutte contre les islamistes », soutenus par les États-Unis et l'OTAN. Les Soviétiques alternèrent des opérations militaires contre les combattants avec la protection de convois humanitaires. La générosité et l'héroïsme des soldats soviétiques sont exaltés, mais rien n'est dit du million de morts causés par cette guerre. Il en va de même pour les guerres en Tchétchénie : les élèves n'apprennent rien sur les bombardements massifs de Grozny en 1995 durant la première guerre, ni sur les violences commises par l'armée russe, mais ils sauront que l'Occident a manifesté son soutien aux « séparatistes tchétchènes ». La destruction complète de Grozny en 2000,

dans la seconde guerre, n'est pas mentionnée non plus, mais il est souligné que « la population ne voulait plus supporter la terreur, le terrorisme, l'arbitraire, la ruine. Le centre fédéral et les dirigeants autoritaires de Tchétchénie s'engagèrent sur la voie de la paix et du développement de la république au sein de la Russie ». Puis, sous le contrôle de Ramzan Kadyrov, président de Tchétchénie, celle-ci put panser ses blessures dues à la guerre et « devint une des régions les plus dynamiques de Russie ».

Une « guerre sainte »

La partie consacrée à « l'opération militaire spéciale » en Ukraine contient toutes les accusations habituelles proférées par le pouvoir russe à l'égard de l'Ukraine et de l'Occident. Cette « opération » est présentée comme l'aboutissement d'une histoire russe faite d'altruisme, de sacrifice et de lutte pour la libération de populations opprimées. Dans la conclusion intitulée « La Russie, pays de héros », on voit des photographies de soldats tombés en Ukraine : ce sont « les héros de notre temps. Ils sont à nos côtés, ils sont parmi nous. Ils sont un exemple d'honneur, de courage et de foi dans la justesse de notre cause. Leurs noms, leurs exploits quotidiens sont inscrits dans les chroniques millénaires de l'histoire russe au même titre que les actes des millions de leurs prédécesseurs héroïques. Il en a toujours été ainsi dans l'histoire de notre Patrie. Et il en sera toujours ainsi ».

Distillé depuis des années, et d'une façon massive depuis 2022, ce narratif, qui sanctifie toutes les actions du pouvoir et qui fait le silence sur les crimes, est solidement ancré dans la Russie actuelle. Aucun domaine n'y échappe, et tout est instrumentalisé à des fins guerrières. En mars 2024, le Patriarcat orthodoxe de Moscou publiait une déclaration intitulée « Le présent et l'avenir du monde russe ». Elle évoque le « monde russe », qui dépasse les frontières étatiques de la Fédération de Russie, mais aussi « l'opération militaire spéciale », qui, d'un point de vue « spirituel et moral », est une « Guerre sainte, dans laquelle la Russie et son peuple, en défendant l'espace spirituel uni de la sainte Russie », œuvrent à protéger le monde « des assauts de la globalisation et de la victoire de l'Occident ayant sombré dans le satanisme ». Quant à l'Ukraine, elle entrera après « l'opération militaire spéciale » dans la « zone d'influence exclusive de la Russie. La possibilité de l'existence sur ce territoire d'un régime politique russophile hostile à la Russie et à son peuple, ainsi que d'un régime politique gouverné depuis un centre extérieur hostile à la Russie, doit être totalement exclue ».

L'histoire n'est certainement pas l'unique cause de la guerre, mais en Russie, elle est aujourd'hui à son service. Réécrite, instrumentalisée, défigurée jusqu'à l'abject dans les discours, les médias et à l'école, l'histoire rend la guerre non seulement légitime, mais aussi moralement pure.

Publié dans laviedesidees.fr, le 2 juillet 2024.